

Réseaux sociaux, médias : "Mettons fin à la propagation impunie de fausses informations médicales !"

Tribune 24.01.2024

Nous, médecins, chercheurs et sociétés savantes médicales, sommes très préoccupés par les dérives constatées sur les réseaux sociaux et dans certains médias à grande audience, qui partagent et diffusent de fausses informations scientifiques et médicales. Nous tenons à réaffirmer notre soutien indéfectible envers les professionnels de la santé qui s'efforcent de fournir au grand public des informations claires et loyales, fondées sur les données scientifiques.

Récemment, nous avons entendu que [les vaccins anti-Covid seraient inefficaces, ou, pis, responsables de cancers ou de la maladie de Creutzfeldt-Jakob](#), alors qu'aucune donnée épidémiologique ne rapporte une quelconque augmentation de ces maladies en lien avec la vaccination. D'autres n'hésitent pas à affirmer que les vaccins anti-Covid sont responsables d'accidents vasculaires cérébraux ou d'infarctus du myocarde, en contradiction avec plusieurs études épidémiologiques, dont deux études françaises menées par Epi-Phare, études qui n'ont constaté aucun lien entre ces pathologies et les vaccins à ARNm. Par ailleurs, aucune donnée crédible de biologie moléculaire ne corrobore l'idée d'une intégration de brins d'ADN vaccinaux dans le génome humain à partir de vaccins à ARN messager.

Ces déclarations inquiétantes mettent en lumière la volonté de certains de semer la confusion et la peur dans le grand public avec des informations non étayées. Il est essentiel de rappeler que les affirmations médicales doivent reposer sur des données solides issues de la science. Les effets indésirables des vaccins s'observent pour l'essentiel dans les jours qui suivent les injections, au plus tard quelques semaines après. Ainsi, suite au constat de thromboses graves chez des sujets jeunes avec l'un des vaccins anti-Covid utilisant un vecteur viral, son utilisation a été suspendue, sans que jamais rien ne soit caché au public. Ces cas sont néanmoins demeurés très rares, et illustrent le fait que le système national et international de pharmacovigilance a parfaitement fonctionné.

Nous déplorons que certains individus et médias profitent de la crédulité d'une partie de la population, contribuant ainsi à mettre leur santé en danger. Dans ce contexte, il est plus que jamais impératif de soutenir la législation sur les dérives sectaires en cours de révision à l'Assemblée nationale, plus précisément en introduisant des sanctions pour ceux qui incitent à abandonner ou dénigrer un traitement médical reconnu. De même, l'article 27 de la loi de 1881 sur la liberté de la presse concernant la publication, la diffusion ou la reproduction de fausses nouvelles, qui s'applique en cas de trouble à la paix publique, devrait également concerner les cas de mise en danger de la santé publique.

Face à la désinformation médicale relayée par des opportunistes, qui ont le plus souvent quelque chose à vendre, nous appelons à une régulation plus stricte des

réseaux d'information pour protéger les citoyens. Nous réaffirmons notre soutien à la vaccination, pour prévenir plutôt que guérir. Nous affirmons la primauté de l'éclairage de la démonstration scientifique. Nous réaffirmons notre engagement médical total contre les maladies. Il est temps de choisir le camp de la santé contre toute forme d'obscurantisme.

***Liste des signataires :**

Dominique Deplanque, président de la Société française de pharmacologie et thérapeutique ; **Manuel Rodrigues**, président de la Société française du cancer ; **Mathieu Molimard**, président honoraire du Collège national de pharmacologie médicale ; **Jérôme Barrière**, membre du conseil scientifique de la Société française du cancer ; **Rémi Salomon**, président de la Conférence nationale des présidents de CME de CHU ; **Alain Fischer**, président de l'Académie des sciences ; **Bernard Castan**, président de la Société de pathologie infectieuse de langue française ; **Catherine Barthélémy**, Présidente de l'Académie nationale de médecine ; **Olivier Saint-Lary**, président du Collège national des généralistes enseignants ; **Christophe Leclercq**, président de la Société française de cardiologie ; **David Laharie**, Secrétaire général de la Société nationale française de gastro-entérologie ; **Luc Mouthon**, président de la Société nationale française de médecine interne ; **Nathalie Salles**, présidente de la Société française de gériatrie et de gérontologie ; **Claudia Lefevre**, Présidente du Collectif des présidents de CME d'Unicancer ; **Christian Chabannon**, Président de la Conférence des Présidents de CME de CLCC ; **François Vrtovsni**, président de la Société francophone de néphrologie, dialyse et transplantation ; **Virginie Gandemer**, présidente de Société française de lutte contre les cancers et les leucémies de l'enfant et de l'adolescent ; **Jean-Marc Classe**, président de la Société francophone de chirurgie oncologique ; **Jean-Yves Blay**, Président d'Unicancer ; **Véronique Vendrely**, présidente de la Société française de radiothérapie oncologique ; **Didier Mayeur**, président de l'Association francophone des soins oncologiques de support ; **Annie-Pierre Jonville-Bera**, présidente du Réseau des centres régionaux de pharmacovigilance ; **Joelle Micallef**, présidente du Réseau des centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance-addictovigilance ; **Arnaud Robinet**, président de la Fédération hospitalière de France ; **Xavier Carcopino**, Président de la Société française de colposcopie et de pathologie cervico-vaginale ; **Jérôme Marty**, président de l'Union française pour une médecine libre - syndicat ; **Franck Devulder**, président de la Confédération des syndicats médicaux français ; **Agnès Giannotti**, Présidente de la Fédération française des médecins généralistes ; **Mélanie Rica**, présidente de Médecins pour demain ; **Patricia Lefébure**, présidente de la Fédération des médecins de France ; **Patrick Gasser**, président de l'union syndicale Avenir spé - le Bloc ; **Patrick Pelloux**, président de l'Association des médecins urgentistes de France ; **Jérémy Darenne**, président de l'Association nationale des étudiants en médecine de France ; **Raphaël Dachicourt**, président du Regroupement autonome des généralistes jeunes installés et remplaçants ; **Florie Sullerot**, présidente de l'Intersyndicale nationale autonome représentative des internes de médecine générale.